

L'économie brésilienne en panne, minée par les inégalités

dimanche 28 octobre 2018, par [GODIN Romaric](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2018).

L'économie brésilienne peine à se remettre de la crise de 2015. Malgré les années Lula, les inégalités restent immenses et repartent à la hausse. Un carburant pour Jair Bolsonaro, qui promeut un programme néolibéral démagogique.

Sommaire

- [Un modèle en crise depuis 2015](#)
- [Une croissance durablement \(...\)](#)
- [Les inégalités, creuset de \(...\)](#)
- [Quel projet économique pour](#)

À la différence des scrutins précédents, l'économie n'a guère été au centre de la campagne présidentielle brésilienne. La sécurité et la corruption ont été beaucoup plus déterminantes. Et de fait, les deux candidats qui s'affrontent au second tour le 28 octobre, Jair Bolsonaro, du Parti social-libéral (PSL, extrême droite), et Fernando Haddad, du Parti des travailleurs (PT, gauche), sont restés très flous sur leurs programmes économiques. Pourtant, la situation du Brésil est loin d'être réjouissante et le pays demeure perclus par de très fortes inégalités, qui se creusent à nouveau. Souvent négligée, la cause économique de la crise politique n'est pourtant pas inexistante.

Un modèle en crise depuis 2015

Durant les présidences de Lula (2003-2011) et le premier mandat de Dilma Rousseff (2011-2014), le Brésil a connu une forte croissance, avec une moyenne annuelle de 3 %, et même de 5 % en 2011. Cette croissance a permis, sous l'impulsion du PT, de réduire fortement la pauvreté monétaire (qui avait cependant commencé à décroître une décennie auparavant). Selon la Banque mondiale, la part de la population vivant sous le taux de pauvreté est ainsi passée de 11,1 % en 2003 à 2,8 % en 2014. Le Brésil faisait alors partie des BRICS et faisait rêver les investisseurs internationaux. Lors de la crise de 2007-2009, il a montré une résistance remarquable, avec un recul du PIB de 0,13 % en 2008 et un rebond de 7,54 % en 2009.

À cette époque, le modèle économique brésilien relevait d'un modèle classique pour le pays et les grands pays d'Amérique latine. La croissance s'appuyait principalement sur les exportations de produits agricoles et de matières premières, puis sur le réinvestissement par l'État de ces ressources pour développer la demande intérieure. Entre 2000 et 2015, ce modèle a été rendu possible par la forte demande de produits brésiliens venant principalement des autres pays émergents et en particulier de Chine. Entre 2003 et 2014, les exportations de biens brésiliens sont passées de 73,2 à 225,1 milliards de dollars, soit trois fois plus. La Chine comptait alors pour près de 20 % de ce total et 87 % des livraisons à l'empire du Milieu étaient constituées de matières

premières. Parallèlement, l'investissement public a bondi de près de 11 % par an. Le PT a cependant mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté et la précarité, notamment par la hausse continue du salaire minimum de près de 5 % par an.

[Tableau non reproduit ici.]

Composition des exportations vers la Chine du Brésil © OEC

À partir de 2011, la demande de matières premières commence à reculer, notamment parce que la Chine, qui a sauvé l'économie mondiale en 2008-2009 par un vaste plan de relance, se retrouve dans une situation de surproduction industrielle. L'empire du Milieu entame alors un rééquilibrage stratégique vers la demande et la production intérieures. En 2012, les livraisons de minerais et de pétrole reculent. Parallèlement, les prix des produits agricoles chutent brutalement. Le boisseau de soja, dont le Brésil est le premier producteur mondial, passe de 17,37 dollars en septembre 2012 à 9,05 dollars trois ans plus tard. Un recul qui s'accompagne d'une nouvelle phase d'aversion au risque des investisseurs internationaux, échaudés par la crise européenne et le resserrement monétaire aux États-Unis.

Fin 2013, la croissance brésilienne commence à ralentir. En 2015, le Brésil entre dans une récession qui durera deux ans, avec un recul des exportations de 15,2 %, suivi l'année suivante d'une baisse de 11,2 %. En deux ans, le PIB en volume a perdu plus de 7 % de sa valeur. Pour éviter une crise des changes et continuer à attirer les flux internationaux de capitaux, la Banque centrale du Brésil (BCB) a brutalement relevé son taux directeur, le Selic, de 10 à 14,25 %, déprimant la demande intérieure. La crise s'accompagne d'une forte détérioration des finances publiques, en raison de la baisse des recettes fiscales et d'une hausse des dépenses sociales, mais aussi et surtout de celles liées au crédit.

Au Brésil, en effet, comme le souligne une note récente de BSI Economics [\[1\]](#), les banques commerciales jouent un rôle réduit dans le financement de l'économie : les crédits privés ne représentent que 26 % du PIB, contre 72 % dans l'OCDE. Dans un secteur faiblement concurrentiel, les instituts financiers préfèrent leurs marges aux volumes et pratiquent des taux prohibitifs. Avec la hausse des taux de la BCB, les entreprises se sont tournées vers la Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES), qui propose des taux bonifiés inférieurs au taux de la banque centrale. Sa part dans le financement a doublé en quelques années pour représenter la moitié des encours. Mais le coût de ces taux revient au budget fédéral, qui doit donc s'endetter pour payer la différence à des taux élevés auprès... des banques commerciales. Ce cercle vicieux a plombé le budget de l'État. Le déficit est passé de 3 % du PIB en 2014 à 10,32 % en 2016, avec un coût de la dette qui s'élevait à 8,4 % du PIB. Cela a amené le deuxième gouvernement de Dilma Rousseff, puis de son successeur Michel Temer, à contracter les dépenses, notamment les investissements publics et les transferts sociaux.

Une croissance durablement en panne

La récession s'est terminée en 2017 grâce à la reprise de la demande internationale, mais le pays n'en est pas sorti indemne. Le rythme de croissance n'est plus le même. Il a été de 1 % en 2017 et sera, selon le FMI, de seulement 1,4 % cette année, un chiffre encore révisé à la baisse récemment. À moyen terme, le FMI prévoit une croissance de 2,2 %, plus de moitié moins que dans les années 2000. Le ressort est brisé : l'investissement public et les transferts sociaux ne permettent plus d'irriguer la demande intérieure.

Parallèlement, la BCB a certes fortement baissé son taux directeur, jusqu'à 6,5 % en mars dernier.

Mais avec une inflation de 3,67 % en moyenne prévue par le FMI cette année, les taux réels restent élevés, proches de 3 %. La BCB a continué à augmenter des réserves en devises déjà excédentaires par rapport aux recommandations du FMI, alors que le flux des investissements directs étrangers continuait à baisser dans la foulée de la remontée des taux de la Fed. Cette politique monétaire s'est assouplie, mais elle demeure encore restrictive. Certes, elle a en partie permis d'éviter une crise du type de celle de la Turquie et de l'Argentine, alors que, comme ces pays, le Brésil affiche un déficit courant. Le réal a bien baissé de 30 % en janvier et septembre, mais c'est deux fois moins que l'effondrement du peso argentin, alors que la BCB a baissé ses taux en mars. Ces réserves (et la faiblesse de l'endettement en dollars) permettent donc de maintenir la confiance.

[Tableau non reproduit ici.]

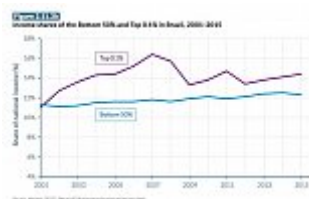
Evolution du PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat © Banque Mondiale

Mais cette sécurité a plusieurs coûts, très lourds. La croissance est plus faible et le budget est moins mobilisable pour la relancer, puisque le financement des entreprises dépend des prêts bonifiés de la BNDES. En 2018, le déficit budgétaire brésilien devrait encore atteindre 8,6 % du PIB. La dette publique a bondi à 88 % du PIB, contre 61 % en 2010. Certes, la dette externe est faible - 26 % du PIB -, mais le poids du service de la dette contraint les autorités à réduire le déficit primaire, donc à abaisser encore l'investissement public et les transferts sociaux directement ou indirectement (par exemple par des incitations à l'emploi faiblement rémunéré). En début d'année, deux agences de notation, Moody's et S&P, ont dégradé la note brésilienne, renchérissant le coût de la dette brésilienne, qui est passé de 10 % à 12 %. Or l'investissement privé ne prend pas le relais. Pire, le crédit privé recule, alors que l'État n'a plus de marge de manœuvre pour financer le crédit bonifié. Résultat : la productivité reste atone et le Brésil en est réduit à dépendre de ses seules exportations, de faible niveau de gamme ou de matières premières. La croissance risque donc de rester structurellement faible.

Les inégalités, creuset de la poussée de l'extrême droite

Le modèle sur lequel le PT a organisé l'économie brésilienne entre 2003 et 2013 ne fonctionne donc plus. Deux de ses principaux moteurs sont à l'arrêt. La conséquence est que le Brésil s'est appauvri. Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est, selon le FMI, encore sous son niveau de 2009 et, d'ici à 2023, il ne devrait pas revenir à son point haut de 2013. Même constat au niveau du taux de chômage. En août 2018, il était à 12,1 % de la population active. En 2014, il était à 6,8 %. Et le FMI estime que dans cinq ans, ce taux sera encore à 9,5 %... Autrement dit, la croissance brésilienne fonctionne désormais à un régime trop faible au regard de la situation démographique. Ce qui induit une capacité de redistribution faible dans un pays déjà miné par les inégalités.

Car, de ce point de vue, le Brésil demeure un cas d'école. Malgré la baisse de l'extrême pauvreté durant la domination du PT, les inégalités sont toujours élevées. Selon la Banque mondiale, le Brésil est 148^e sur 158 pays concernant l'indice de Gini, qui mesure les inégalités de revenus. Selon le rapport World Inequality Report (WID) [2], les 0,1 % les plus riches (140 000 personnes) captent 14,4 % de l'ensemble des revenus, soit plus que les 50 % les moins riches (70 millions de personnes), qui obtiendront un peu plus de 12 % des revenus. Mais le plus frappant est que, grosso modo, l'évolution de ces deux classes a été la même depuis le début des années 2000, puisqu'en 2001, elles captaient la même proportion des revenus, autour de 11 %.



Évolution de la part des revenus des 0,1 % les plus riches et des 50 % les plus pauvres au Brésil de 2001 à 2015 © WID

La politique du PT a certes amélioré le sort des plus pauvres, mais aussi celui des plus riches. Les 1 % comme les 0,1 % les plus riches ont vu leur part du revenu global progresser. Le rapport du WID souligne ainsi qu'entre 2001 et 2015, les 10 % les plus riches ont obtenu 58 % de la richesse créée, contre 16 % pour les 50 % les moins riches. Les vrais perdants ont cependant été les classes moyennes. Les 40 % qui sont autour du revenu moyen ont vu, sur la même période, leur part dans le revenu passer de 34 % à 30 %. Un sentiment de déclassement qui, dans une société déjà très inégalitaire, est une bombe politique et favorise souvent l'extrême droite.

À cela se sont ajoutées les conséquences de la crise et de la politique menée depuis 2016. La hausse du chômage et la reprise uniquement tirée par les exportations ont creusé encore les inégalités. Selon une autre note sur le sujet de BSI Economics qui cite une étude de la Fondation brésilienne Getulio-Vargas [3], le revenu moyen mensuel des 20 % les plus pauvres a reculé de 5 % en termes réels, alors que celui des 20 % les plus riches progressait de 10,8 % réellement. L'extrême pauvreté est repartie à la hausse et touchait, en 2017, 7,2 % de la population, contre 6,5 % en 2016.



Evolution du marché du travail au Brésil © BSI Economics

Plusieurs facteurs ont concouru à cette situation, notamment la politique de réduction des dépenses menée par Michel Temer, mais aussi, comme le signale BSI Economics, la progression du travail informel peu qualifié, qui concentre l'essentiel des créations d'emploi et qui induit des revenus et des protections plus faibles. Également en cause, la réforme du marché du travail du président sortant de juillet 2017, qui ressemble à s'y méprendre aux ordonnances françaises de la même époque : inversion de la hiérarchie des normes, réduction du rôle des syndicats, rupture conventionnelle favorisée, développement de l'intermittence et réduction des possibilités de recours aux prud'hommes. Cela a conduit à des licenciements de travailleurs peu qualifiés, qui n'ont d'autres recours, lorsqu'ils le peuvent, que d'accepter des emplois informels.

Mais ces inégalités extrêmes freinent aussi l'économie brésilienne en la maintenant dans ses structures traditionnelles et en décourageant l'innovation, ainsi que toute hausse de la productivité. L'économie du pays est donc enfermée dans un cercle vicieux où les inégalités et le vieux modèle exportateur de matières premières s'auto-entretiennent.

Le Parti des travailleurs n'a donc pas été en capacité de réellement réduire fortement les inégalités du pays. Le régime fiscal demeure très inégalitaire et le système éducatif peu performant. La crise économique et politique de 2015-2016 a fait repartir les inégalités et la pauvreté. À la crainte de

déclassement des classes moyennes s'est ajoutée la crainte des classes les plus modestes de retourner dans la pauvreté extrême, deux moteurs classiques du succès de l'extrême droite. Jair Bolsonaro a pu jouer sur ces ressentiments pour fustiger les actions du PT pour les plus pauvres comme la « Bolsa Família » (« Bourse familiale ») vis-à-vis des classes moyennes, qui risquent le déclassement, mais aussi vis-à-vis des classes populaires, qui craignent de retourner dans la pauvreté.

La situation économique et sociale peut donc expliquer aussi en partie le succès de Jair Bolsonaro. Si Lula pouvait encore rassembler les bénéficiaires de l'âge d'or de sa politique, Fernando Haddad n'a pas cette capacité. Mal à l'aise sur l'héritage du PT qui a initié la politique d'austérité, il est resté flou sur sa politique économique. Il a donc créé un vide dans lequel s'est engouffré le candidat du PSL, déjà porté par une classe moyenne qui ne veut plus de la droite traditionnelle, discréditée par la politique désastreuse de Michel Temer. Un sondage de Datafolha du 2 octobre [4], cité par le chercheur britannique Matthew Richmond [5], confirme cette alchimie : la classe moyenne, gagnant entre deux et cinq salaires minimums et entre cinq et dix salaires minimums, vote massivement pour Jair Bolsonaro, mais les classes populaires ont aussi placé le candidat d'extrême droite en tête.

Quel projet économique pour l'extrême droite ?

Reste une question centrale : que veut Jair Bolsonaro pour l'économie ? Lui-même reconnaît « ne rien y connaître ». Son opposition réflexe à la gauche lui fait rejeter la politique de redistribution du PT et sa culture politique issue de la dictature militaire le ferait pencher vers une protection douanière du marché intérieur ménageant les marchés exportateurs du pays. Sa campagne a pu prendre parfois des accents proches de ceux de Donald Trump [6] : se protéger des appétits chinois et se méfier des accords de libre-échange en cours, comme le Mercosur, le marché commun établi avec les voisins argentins, uruguayens et paraguayens.

Mais rien ne semble certain, car Jair Bolsonaro a un mentor en économie, Paulo Guedes, qui devrait être son ministre des finances. Cet homme de 69 ans a été formé à l'université de Chicago dans les années 1970, au moment où elle était le creuset des idées néolibérales et monétaristes. Il a ensuite été professeur d'université à Santiago du Chili pendant la dictature du général Pinochet, dont la politique économique a été influencée par Friedrich Hayek et Milton Friedman. Intellectuel influent par la suite au Brésil, il défend des positions néolibérales classiques : impôt à taux unique de 15 % (comme la Lega italienne), réduction drastique du rôle de l'État, réforme radicale des retraites.

Sont-ce des positions incompatibles avec le « trumpisme » de Jair Bolsonaro ? Nullement. Comme Donald Trump, le nouveau président brésilien pourrait favoriser des accords de libre-échange avantageux au cas par cas. Concernant le Mercosur [7], le conseiller du candidat du PSL, Luiz Philippe de Orleans e Bragança, par ailleurs descendant de la famille impériale brésilienne, a indiqué qu'il s'agissait de « réévaluer la valeur du Mercosur » pour s'assurer qu'il n'est pas « comme aujourd'hui, un obstacle au libre-échange ». Ce que vise le Brésil, c'est sa capacité à retrouver sa liberté de négocier des accords bilatéraux de libre-échange et de taxer les importations.

Jair Bolsonaro et Paulo Guedes proposent donc une alternative au modèle brésilien traditionnel, alternative fondée sur une forte déréglementation interne pour relancer la productivité et dynamiser la demande intérieure, et accompagnée d'une politique commerciale ciblée. C'est l'anticipation de cette politique qui a été saluée par l'envolée de la bourse de São Paulo au lendemain du premier tour. Paulo Guedes a permis de rallier à Jair Bolsonaro la finance internationale : le real a gagné 10 % en un mois et le Wall Street Journal a soutenu le candidat d'extrême-droite dans un éditorial. Il est vrai que les investisseurs internationaux voient dans les projets de Paulo Guedes d'immenses

opportunités, par les baisses d'impôts, l'ouverture des marchés et les privatisations. Même les banques, a priori visées par la déréglementation et le développement de la concurrence, ne peuvent que se réjouir d'une politique qui donnera, par la réforme des retraites, la priorité au remboursement de la dette publique qu'elles détiennent massivement.

Cette politique s'annonce néanmoins périlleuse. D'abord parce que le premier client du Brésil est la Chine et le deuxième les États-Unis. Le pays est donc au centre de la confrontation commerciale en cours. Or Jair Bolsonaro semble tenté de donner l'avantage à Washington. En août, il a fustigé la Chine [8], qui « n'achète pas au Brésil, mais achète le Brésil ». Le pays peut-il cependant se passer des marchés chinois et des investissements chinois, alors que son épargne intérieure est faible ? Rien n'est moins sûr.

Surtout, mener une politique néolibérale dans un Brésil déjà perclus d'inégalités immenses semble suicidaire va encore précariser et fragiliser les plus modestes. De cette façon, il est peu probable que la productivité s'améliore. Surtout, les tensions sociales et la criminalité ne sauraient être endiguées par ce type de politique. L'expérience chilienne, qui est une référence de Paulo Guedes, montre une explosion des inégalités. Une étude datant d'avril 2015 et signée par Javier Rodríguez Weber, de l'université de la République d'Uruguay, a montré que durant le régime Pinochet, les inégalités se sont creusées d'un tiers au Chili. Seule la répression a permis de soutenir une telle situation. On voit mal comment une telle politique peut développer et soutenir la demande intérieure. Les études les plus récentes montrent que les inégalités sont une source de réduction de la croissance de la productivité. La compétition et les inégalités ne débouchent que sur la formation d'une nouvelle oligarchie ou le renforcement de l'ancienne.

Il y a là de la naïveté propre à l'idéologie néolibérale de croire que la baisse des impôts et la dérégulation peuvent apporter la prospérité pour tous. Mais dans un Brésil traumatisé par la crise, miné par les inégalités et orphelin de son modèle économique, ce discours simpliste pouvait prospérer. Il est cependant peu probable qu'il donne des résultats.

Romarc Godin

P.-S.

• MEDIAPART. 22 OCTOBRE 2018 :
<https://www.mediapart.fr/journal/international/221018/bresil-une-economie-en-panne-minee-par-les-inegalites?onglet=full>

Notes

[1] <http://www.bsi-economics.org/831-bresil-spirale-taux-interet-jt>

[2] <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>

[3] <http://www.bsi-economics.org/929-bresil-inegalitaire-travail-vg>

[4] <https://g1.globo.com/google/amp/politica/eleicoes/2018/eleicao-em-numeros/noticia/2018/10/03/pesquisa-datafolha-de-2-de-outubro-para-presidente-por-sexo-idade-escolaridade-renda-regiao->

[religiao-e-raca.ghtml?__twitter_impression=true](#)

[5] https://g1.globo.com/google/amp/politica/eleicoes/2018/eleicao-em-numeros/noticia/2018/10/03/pesquisa-datafolha-de-2-de-outubro-para-presidente-por-sexo-idade-escolaridade-renda-regiao-religiao-e-raca.ghtml?__twitter_impression=true

[6] <https://www.reuters.com/article/us-brazil-election-diplomacy/brazil-right-winger-would-follow-trumps-lead-on-foreign-policy-idUSKCN1MQ2HR>

[7] <https://www.reuters.com/article/us-brazil-election-diplomacy/brazil-right-winger-would-follow-trumps-lead-on-foreign-policy-idUSKCN1MQ2HR>

[8] <https://www.reuters.com/article/us-brazil-election-diplomacy/brazil-right-winger-would-follow-trumps-lead-on-foreign-policy-idUSKCN1MQ2HR>